



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-capitalisme-ses-crisis-et-ses>

Les leçons de l'histoire...

Le capitalisme, ses crises et ses guerres

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1107 - mars 2010 -

Date de mise en ligne : mercredi 31 mars 2010

Description :

L'historienne Annie Lacroix-Riz répond à une question de Christian Aubin.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Christian Aubin rapporte ci-après la suite de son entretien avec l'historienne Annie Lacroix-Riz à propos des conclusions qu'elle a pu tirer de son étude d'archives récemment déclassifiées.

En décembre dernier (voir GR 1104), il l'interrogeait sur les similitudes de la période actuelle avec celle qui précéda le régime de Vichy .

Cette fois, après lui avoir fait remarquer que « Dans la situation des rapports de force liés à la crise en cours, on présume que la prochaine intervention sera l'attaque de l'Iran », il lui a posé la question suivante : « la guerre constitue-t-elle un mode d'existence permanent du capitalisme ? ».

Voici sa retranscription de la réponse que lui a faite Annie Lacroix-Riz :

Cette question devient encore plus critique dans les phases de crise aiguë du capitalisme. Avec la crise systémique actuelle, qui est logiquement beaucoup plus grave que les deux précédentes crises systémiques du capitalisme, nous sommes entrés dans une période où la question des forces productives humaines excédentaires, compte tenu de la surproduction du capital, conduit le capitalisme à des formes de barbarie qui renouent de manière massive avec les formes de barbarie qui ont caractérisé les guerres mondiales. Il faut se rappeler que, dans ce qui est considéré comme au centre des pays impérialistes (appelé "centre" par rapport à la "périphérie", c'est à dire la sphère des pays colonisés par les grandes puissances impérialistes), si on regarde le cas français, ce qu'on a appelé les trente glorieuses n'a pas aboli les formes épouvantables de barbarie et d'extermination dont, par ci par là, l'impérialisme a eu besoin. Je rappelle que depuis 1945 les guerres coloniales et assimilées n'ont pas cessé. Je note d'ailleurs que la guerre menée contre les pays de la périphérie se confond avec les guerres coloniales : la guerre contre l'Irak est une "guerre de la canonnière", le rôle de l'impérialisme israélien, en liaison avec l'impérialisme américain, relève de la pratique coloniale. Donc dans toute la période où le capitalisme n'a pas recouru à la guerre générale, il a recouru à des formes de guerre assimilables aux guerres coloniales et qui se sont traduites par des millions de morts. Je rappelle que la guerre de Corée a tué trois millions de Coréens et a liquidé 80% des cités et des villes de Corée du Nord. On pourrait multiplier les exemples. La France a eu son cortège, elle aussi, de conflits de ce genre.

Ce que je veux dire, c'est que ces formes de barbarie ont été massives, mais éparses. Il semble qu'on arrive à une période où la barbarie va être une tentation plus générale et s'inscrire dans les moyens nécessaires pour régler la crise, c'est à dire pour régler la question de la surproduction du capital.

Donc il est clair que le stade de la crise auquel nous sommes parvenus pose concrètement la question des intensions, des plans du capitalisme, qui mettent en cause la survie d'une partie notable de l'humanité. Et il est clair de ce point de vue, si on évoque les dernières guerres menées dans des sphères très diverses, qu'elles sont aussi des guerres de mise à l'épreuve d'armes de type nouveau. Apparemment, Israël en utilise un certain nombre, un certain nombre en a été utilisé dans la liquidation de la Yougoslavie et en Irak. On a là des phénomènes qui font penser aux caractéristiques de la guerre d'Espagne puisque, les Allemands le reconnaissent eux-mêmes avec beaucoup de simplicité, ce conflit conduit de juillet 1936 à mars 1939 a été pour eux une sorte de terrain d'essai. On l'a dit dès la guerre d'Espagne, dès la deuxième guerre mondiale, mais je ne sais pas si on l'a mesuré aussi bien que les responsables allemands eux-mêmes, c'est-à-dire jusqu'à quel point - par les types d'armes, par les tactiques militaires, par l'expérience in situ. Comme le disait dès l'été 1938 le général von Reichenau, grand spécialiste des

blindés, et un des chefs de l'occupation de la Russie à partir du 22 juin 1941 : « jamais avant la première guerre mondiale l'Allemagne n'avait obtenu une situation d'entraînement semblable à ce qui lui a été offert à partir depuis juillet 1936 » (date de l'agression germano-italienne contre l'Espagne républicaine).

Je crois qu'il faut qu'on envisage toutes les dernières guerres, en particulier celle de la casse balkanique, jusqu'aux guerres de ces dernières années, la guerre contre l'Irak, la guerre d'Afghanistan, les guerres d'Israël, comme des répétitions générales très utiles pour les liquidations massives qui sont envisagées.

Il y a quelques années, j'ai participé à un film documentaire (d'ailleurs de fait pratiquement interdit) qui s'appelait "État de guerre". J'avais fait une analyse de la guerre en Yougoslavie en faisant des comparaisons et des prévisions. J'avais observé que l'on avait là quelque chose de très semblable à la grande guerre précédente, qui avait été précédée par des graves conflits balkaniques, et que l'on était entré dans une période où la gravité de la crise rendait l'impérialisme dominant particulièrement agressif. Je faisais l'analyse que les États-Unis prenaient de plus en plus nettement le rôle que l'Allemagne avait occupé dans la période qui avait précédé la deuxième guerre mondiale. Sans d'ailleurs idéaliser du tout le rôle impérialiste des États-Unis dans la période précédant la deuxième guerre mondiale. De 2005 à aujourd'hui, on ne peut que constater que les choses s'aggravent et qu'on arrive à un stade très avancé et très brutal de la crise systémique. Si on se fie aux répliques que les impérialistes ont données aux crises précédentes, on peut faire l'analyse que si rien ne vient s'y opposer, l'impérialisme va être conduit à la guerre générale.

On peut faire l'analyse qu'il y a aujourd'hui une alternative :

" Soit sous l'effet de la destruction rapide, brutale de tout ce qui fait le bonheur de vivre ou la capacité de vivre normalement, il va se déclencher dans un certain nombre de pays des mouvements sociaux susceptibles d'aboutir à une issue politique satisfaisante, ce qui suppose évidemment, vu la situation actuelle, des réorganisations très rapides (mais on en a eu des exemples dans l'histoire) ; dans un certain nombre de pays impérialistes, la population se mettra en mesure d'empêcher ses dirigeants de mener à bien leurs projets en les chassant du sommet de la société, donc du pouvoir décisionnel, et prendra leur place pour mener ces sociétés à une autre forme de développement ; il y aura des révolutions dans des pays impérialistes décisifs, seuls capables de déclencher une guerre mondiale, de telles révolutions ôtant aux classes dirigeantes la capacité de lancer un tel conflit général.

" Soit il se produira la même chose qu'à l'occasion des deux crises précédentes suivies de guerres, c'est-à-dire que ceux d'en bas ne seront pas capables, dans un premier temps, de résister à l'offensive de ceux d'en haut. Je ne vois pas, mais je ne demande qu'à être démentie par l'avenir, comment, au stade de violence de la crise qui saisit la quasi-totalité du monde, les impérialismes disposeront d'une autre solution que celle du déclenchement d'une guerre générale.

Parce qu'on nous a beaucoup menti ces temps-ci, comme toujours, on nous fait l'analyse que cette fois-ci la crise n'est pas la même que celle de 1929. Mais c'est faux, car la crise de 1929 était beaucoup plus profonde que celle de 1873 qui a duré pratiquement aussi longtemps que la nôtre, c'est-à-dire plus de 40 ans, et qui a conduit à la Première Guerre Mondiale. Ce qui a essayé de liquider la surproduction, c'est la Première Guerre Mondiale, mais ses destructions n'y sont pas parvenues ; elles n'ont pas suffi à la liquider, de sorte que la Deuxième Guerre Mondiale a été chronologiquement très proche de la précédente.

Entre 1873 et 1914, il y a eu une série de guerres périphériques, notamment balkaniques. Et en 1914, le gros coup a été frappé. La deuxième crise systémique du capitalisme a été si violente qu'on est allé à la guerre générale dans les dix ans qui ont suivi son déclenchement. Et la crise présente, d'une durée et d'une virulence exceptionnelles, semble réunir les caractéristiques des deux précédentes.

La crise de l'après Deuxième Guerre Mondiale a commencé à la fin des années 1960. La fameuse première crise du pétrole n'a été qu'une manifestation de cette crise et non sa cause initiale, comme on a voulu nous le faire accroire. C'est donc une crise qui dure depuis 40 ans, et qui prend, depuis 2008, une forme systémique d'une violence inouïe. Même les formes les plus violentes de 1929 semblent, jusqu'à preuve du contraire, moins radicales, moins totales que la présente crise depuis qu'elle a manifesté son caractère de crise financière. On peut considérer que la crise de 1931 est une crise financière et monétaire de même ordre, qui s'est traduite par une situation menaçant d'effondrement les monnaies, etc. La furie spéculative désormais tournée contre la Grèce, le Portugal et l'Espagne ressemble à celle déchaînée contre l'Allemagne du printemps à l'été 1931. L'endettement des intéressés, en 2010 et 1931, est cependant sans commune mesure avec celui du pays impérialiste dominant, les États-Unis, sans parler de la Grande-Bretagne, etc. On assiste donc là à une crise d'une ampleur, d'une profondeur et d'une violence telles qu'on n'en a jamais vu. C'est évidemment toujours difficile à percevoir par les contemporains, parce que nous avons connu depuis une quarantaine d'années une phase de verrouillage historique : confrontées à une propagande obsessionnelle ("dindonnées", disait un texte du 15 septembre 1938 prévoyant les conséquences funestes de l'abandon de la Tchécoslovaquie), les populations ont été convaincues que le capitalisme était immortel, et l'état du monde définitif ; la thèse de "la fin de l'histoire" a momentanément triomphé.

Les périodes de crises intenses, ou les périodes de guerre où tout s'écroule, rendent les populations intelligentes et peuvent les soustraire à la chape de plomb du battage idéologique. Elles sont confrontées à des problèmes tellement graves et à une mise en cause tellement sérieuse de leurs conditions de travail et de leurs conditions de vie que finalement, à un moment donné, l'idéologie dominante, prônant la résignation à l'inévitable et présentant la sortie du capitalisme comme un mal bien pire que le capitalisme, si invivable qu'il soit, peut vaciller. L'effort idéologique ne suffit plus à l'emporter sur les conditions objectives.

Le phénomène de très profonde résistance face à la guerre d'Irak, qui s'est manifestée au début des années 2000, ne pouvait pas, selon moi, avoir été provoqué par la guerre d'Irak elle-même : on était témoin là d'une première réaction de masse à la crise qui s'approfondissait et qui rendait la vie de la population impossible. Le phénomène peut être comparé à la réaction ouvrière très massive en France au 6 février 1934 : celle-ci ne s'expliquait pas seulement par le fait que la population ouvrière voulait protester contre une tentative de coup d'État ; elle avait pour véritable fondement le contentieux de la crise, la lassitude, le ras le bol qui allaient déboucher sur le vaste mouvement social du printemps 1936. Je crois que ce qui nous rend jusqu'ici incapables de voir l'ampleur du phénomène, c'est le fait que pendant 40 ans, et particulièrement pendant les 20 dernières années, s'est installée dans la population une espèce de paralysie, d'atonie, de manque de réflexion.

Mais on ne réfléchissait plus parce qu'on n'avait plus besoin de réfléchir. Finalement s'était installée la conviction que, mauvais ou non, le capitalisme avait l'avenir pour lui, que le socialisme était mort, qu'il n'y avait plus rien à faire, et que, même si ce système était peu satisfaisant, il fallait s'en contenter car tout système changeant radicalement les choses serait bien pire : le tapage quotidien contre la révolution soviétique et ses résultats a eu cette fonction exclusive. Il n'y avait plus de questions à se poser, le capitalisme triomphait durablement. De sorte que, et c'est quelque chose qui nous gêne en ce début de crise, mais qui peut-être ne nous gênera pas longtemps, l'espèce de souplesse d'analyse ou de capacité d'analyse qu'on avait manifestée dans les décennies antérieures, ou tout au moins dont une fraction non négligeable de la population faisait preuve quand il existait un mouvement ouvrier vertébré, un parti communiste, n'existe plus. Il faut, en quelque sorte, enlever la gangue qui a recouvert nos cerveaux pendant quelques décennies pour percevoir enfin les liens entre les décennies ou le siècle précédent et la période actuelle. Et c'est ça qu'on ne sait plus faire mais que, forcément, on va refaire.

Ainsi, les 25 dernières années se sont traduites par la liquidation de ce qui était un instrument remarquable, la connaissance du marxisme, parce que le mouvement ouvrier révolutionnaire entretenait ce qui était source de connaissances dans la société. Je constate d'ailleurs que même des milieux de bonne volonté, susceptibles ou capables de résistance, ne disposent plus des instruments d'analyse nécessaires, sont incapables d'analyser les phénomènes objectifs du capitalisme. Les concepts essentiels, permettant de réfléchir sur mode de production,

valeur d'échange, valeur d'usage, capital, exploitation, plus-value, composition organique du capital, c'est-à-dire rapport entre le capital variable et le capital constant, ont cessé d'être connus : c'était pour l'essentiel le parti révolutionnaire qui les faisait connaître au-delà d'une étroite minorité (d'intellectuels d'origine bourgeoise).

La méconnaissance économique générale a pour corollaire une méconnaissance des mécanismes sociaux.

On rencontre par exemple des analyses du style : il y a eu une période où le capitalisme se montrait assez généreux parce qu'il avait dû consentir une sorte de compromis liés aux transformations à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, et puis il y avait l'Union Soviétique qui le contraignait, pays par pays, à négocier avec les classes ouvrières ... Il y a là un fond d'analyse pertinent. C'est vrai que l'existence de l'Union Soviétique et du camp socialiste ne permettaient pas au capitalisme de faire n'importe quoi. Mais c'est en même temps négliger le maintien des luttes sociales dans la période considérée. Ce sont des analyses qui semblent établir que le patronat, à un moment, a été moins gourmand ou plus raisonnable. Non ! Le patronat n'a pas été moins gourmand mais il s'est heurté à une véritable résistance. Or, ce qui a disparu dans les trente dernières années, c'est cette capacité de résistance qui était, il est vrai, liée en partie à l'existence de l'Union Soviétique, mais qui était la capacité de résistance des salariés, de chaque classe ouvrière, dans chaque pays considéré. C'est cela qui a disparu dans la dernière période.

Il est permis de penser que le besoin réel d'analyses théoriques va s'imposer de sorte que des choses qui étaient impossibles dans les dix dernières années, comme par exemple la reconstitution d'un mouvement ouvrier vertébré, vont redevenir possibles dans la période qui va venir. Cela fait partie des aspects qui sans doute vont le plus nous surprendre et qui vont nous faire renouer avec l'analyse théorique qu'il faut bien faire remonter quand même à Marx et Engels. Quand ceux-ci font l'analyse que dans les périodes révolutionnaires les choses peuvent en quelques semaines, en quelques mois, changer plus profondément que dans les deux siècles précédents, voilà quelque chose qui pour l'instant est inimaginable, et qui pourtant risque de devenir réalité.

En tout cas, il est certain que l'on arrive à l'heure historique (dans un délai imprévisible en termes d'années) où la dictature idéologique de la grande bourgeoisie va être mise en cause. On a d'ailleurs pu percevoir déjà ces dernières années, alors que le mouvement ouvrier était abattu et reste abattu, une reconstitution des capacités critiques. Il va bien falloir relire Marx, Engels, Lénine et tous les théoriciens du marxisme, alors même que ce courant s'est fait littéralement ridiculiser dans les dernières décennies. À Paris VII, je me suis fait dire par un collègue d'économie, au moment de la lutte des étudiants contre le CPE, alors que j'évoquais la crise : « la crise ! quelle crise ? » Aujourd'hui, sur la base de la perception concrète du réel, c'est-à-dire sur la base des atteintes portées à la vie des familles, à la vie des individus, des choses qui étaient inconcevables il y a quelques années ou quelques mois encore, peuvent devenir concevables.